



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

ARRÊTÉ

Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02422P0038
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

La Préfète de la région Centre-Val de Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

VU l'arrêté préfectoral n°21-314 du 23 décembre 2021 portant délégation de signature de la Préfète de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

VU la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02422P0038 relative à l'installation d'ombrières photovoltaïques sur le parking sud de la centrale nucléaire de Chinon (37), reçue complète le 2 mars 2022 ;

VU la décision tacite, née le 7 avril 2022, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

VU l'avis de l'agence régionale de santé du 24 mars 2022 ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste en l'installation d'ombrières photovoltaïques sur le parking sud destiné aux véhicules légers de la centrale nucléaire de Chinon (37) sur une surface de 25 000 m² ;

CONSIDÉRANT que le projet relève notamment de la rubrique 30° du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet permettra la production d'environ 5 000 kWc d'électricité d'origine renouvelable ;

CONSIDÉRANT la localisation du projet sur un espace anthropisé, limitant ainsi la consommation d'espaces ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas de nature à remettre en cause l'état de conservation des zones d'inventaire et de protection relatives à la biodiversité les plus proches, situées à environ 950 m ;

CONSIDÉRANT que le projet est situé en zone d'aléa faible au plan de prévention du risque d'inondation (PPRi) Bréhémont-Langeais, approuvé le 21 juin 2002, et qu'il ne permet pas l'opération ;

CONSIDÉRANT que la procédure de révision du PPRi précité a été engagée ; que le projet ne pourra en l'état être mis en œuvre qu'après révision du plan précité ;

CONSIDÉRANT que la zone susceptible d'être affectée par le projet ne présente pas d'autre sensibilité environnementale particulière ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet d'installation d'ombrières photovoltaïques sur le parking sud de la centrale nucléaire de Chinon (37) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : La décision tacite, née le 7 avril 2022, soumettant à évaluation environnementale le projet d'installation d'ombrières photovoltaïques sur le parking sud de la centrale nucléaire de Chinon (37) est annulée.

ARTICLE 2 : Le projet d'installation d'ombrières photovoltaïques sur le parking sud de la centrale nucléaire de Chinon (37) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

ARTICLE 4 : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le
Pour la Préfète de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à : **Mme. la Préfète de la région Centre-Val de Loire**
Secrétariat général pour les affaires régionales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;

Le recours administratif préalable obligatoire (RAPO) doit être adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;

Le recours contentieux doit être adressé au : **Tribunal administratif**
28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet :
www.telerecours.fr